



APPEL À UNE POLITIQUE D'OPPOSITION CONSTRUCTIVE !

Résolution du comité directeur

Le PS est la force qui veille aux intérêts de l'ensemble de la population. Nous défendons une vieillesse dans la dignité, avec de bonnes rentes et une AVS forte pour toutes et tous. Nous voulons offrir les mêmes chances à toutes les personnes, indépendamment de leur porte-monnaie ou de leur origine. Nous luttons pour que tout le monde apporte sa contribution à la société, sans offrir des privilèges aux puissant-e-s et fortuné-e-s, sur le dos de l'ensemble de la population. Nous nous soucions de transmettre à nos descendant-e-s un environnement aux ressources naturelles intactes. Nous nous battons pour la démocratie et la participation dans tous les domaines de la vie. Le PS défend toujours cette politique partout où des progrès sont possibles. Depuis les élections 2015, les forces ont largement viré à droite et la majorité bourgeoise a perdu tout sentiment de responsabilité envers l'intérêt général du pays et le bien commun. Le temps est venu de mener une politique d'opposition, afin de protéger les intérêts de l'ensemble de la population de l'avidité de puissants lobbys et des intérêts particuliers.

Nous socialistes devons donner une voix à chaque personne dont les intérêts sont niés par le PDC, le PLR et l'UDC. Donner une voix à cette majorité qui veut investir dans la formation, plutôt que d'acheter de nouveaux avions de combat. A cette majorité qui se positionne contre la baisse des rentes et l'augmentation de l'âge de la retraite. A cette majorité qui a voté à plusieurs reprises pour une politique fiscale équitable. Il est évident que lors des élections 2015 les gens ont élu une majorité de droite, mais ils n'ont pas voté pour l'attaque des collectivités publiques et des institutions sociales.

Passage en force de la droite

Regardons la réalité en face : depuis les élections fédérales 2015, les personnes n'ayant pas donné de voix au dictat de la droite bourgeoise n'ont plus grand-chose à attendre de la politique fédérale. Non qu'une majorité de centre gauche ait gouverné auparavant. La Suisse est depuis toujours gouvernée par la droite. Mais dans les années précédant le virage à droite, les majorités changeantes permettaient des compromis politiques, des solutions raisonnables et mesurées dans l'intérêt du pays et de la population: la réforme de la place financière et la levée du secret bancaire, une réglementation plus stricte des banques, le tournant énergétique ou le renforcement de l'aide au développement.

C'est désormais du passé. Les derniers mois l'ont montré de manière encore plus nette qu'on le craignait. Menée par l'UDC, la majorité de droite domine. Il n'y a presque plus aucune discussion afin de trouver des compromis. L'UDC donne le ton, le PLR et le PDC suivent sagement. Il en résulte un modèle clair : un cadeau fiscal de 1,5 milliard pour les actionnaires et les multinationales dans le cadre de la RIE III, 400 millions pour les paysans qui achètent des terrains à bâtir, 2,3 milliards pour les assurances via l'abolition du droit de timbre, 5 milliards par année pour l'armée, 600 millions d'impôts anticipés avec effet rétroactif pour les entreprises.

Empêcher une attaque contre les finances publiques

En pillant les finances publiques, les partis de droite débordent de la simple politique financière. Elle mène une politique classique de démantèlement : elle diminue les recettes tout en offrant de cadeaux fiscaux en faveur des actionnaires, des grandes entreprises, des grands propriétaires fonciers et des fortunés. Elle provoque ainsi une crise budgétaire artificielle, légitimant le démantèlement social. Lorsque la caisse est vide, la droite peut réaliser ses rêves néolibéraux : transfert de la prévoyance vieillesse du 1^{er} pilier (public) vers le 2^e pilier (privé), démantèlement des assurances sociales, privatisation du service public. *In fine*, c'est l'ensemble de la population qui en souffre, et à double titre : d'une part, d'importants services publics sont démantelées et, d'autre part les impôts des personnes physiques doivent être augmentés. Ce modèle n'est pas nouveau et apparaît nettement dans les cantons de Zoug, Lucerne ou Schwyz pratiquant le dumping fiscal. Les actionnaires, les multinationales, le capital voient leurs charges allégées, faisant fondre les recettes fiscales, alors que que les impôts de la classe moyenne doivent être augmentés.

Nous socialistes n'allons pas laisser passer cela. Nous devons à nos ancêtres de défendre et développer leurs acquis. Nous devons à nos descendant-e-s de leur transmettre une Suisse avec qualité de vie et sécurité sociale. Et nous nous devons de mener prendre le contre-pied de ces politiques et mener une politique d'opposition constructive.

Nous sommes prêts à entrer en opposition constructive

Nous devons maintenant unir nos forces et nous engager là où cela compte. Le référendum contre la RIE III est le premier de ces grands combats, d'autres suivront. Et si les bourgeois ne font pas preuve de mesure et de capacité de compromis dans les réformes des retraites, nous n'hésiterons pas là aussi à saisir le référendum.

Nous socialistes y sommes prêts. Nous avons posé la première pierre sur la base de la campagne électorale 2015. Nous comptons des milliers de membres prêt-e-s à descendre dans la rue et à récolter des signatures. Dans les villes et de nombreuses agglomérations, nous avons des gouvernements faisant quotidiennement la démonstration des succès de la politique de gauche. Nous avons le soutien de toutes les personnes ne se sentant pas représentées par le cartel de droite. Bref, la droite a peut-être les millions, nous avons les forces vives !

Mais s'opposer et résister ne signifie pas mener une politique d'obstruction. Au parlement, nous continuons à travailler de manière constructive et à apporter nos idées. Nous chercherons des alliances et défendrons nos valeurs et exigences au millimètre près, mais pas seulement. Si nous sommes systématiquement ignorés, nous trouverons des majorités en dehors du processus parlementaire. Par référendum, nous combattons la dégradation des conditions de travail ou les milliards de cadeau aux multinationales. De plus, le PS se bat résolument pour une AVS forte via l'initiative *AVS plus*, il s'engage pour une politique familiale moderne via l'initiative pour le congé paternité, ainsi que pour des loyers abordables pour toutes et tous, via l'initiative logements. Avec l'initiative sur la transparence, le PS renforce notre démocratie, grâce à la publication des flux financiers au sein des partis et dans le financement des campagnes politiques. Parallèlement, le PS exige un soutien ciblé aux entreprises orientées vers le bien commun et dirigées démocratiquement. En ce sens, nous allons promouvoir durant cette législature la mise en œuvre de l'idée d'une démocratie économique, ancrée dans le programme de notre parti. Au Congrès de décembre 2016, nous débattons largement des projets concrets que nous pouvons mettre sur pied pour imposer une économie démocratique, écologique et solidaire.

L'opposition ouvre de nouvelles opportunités

Chaque référendum gagné mène à un nouveau projet, qui peut être élaboré en faveur de l'ensemble de la collectivité. Chaque référendum gagné élargit la marge de manœuvre en faveur de compromis et de solutions constructives. Chaque référendum gagné montre aux personnes, se détournant de la politique n'attendant plus rien d'elle, que leur voix compte bel et bien.

Désormais, nous résisterons. Nous prendrons le contre-pied des politiques menées. Nous maintiendrons ainsi nos valeurs et nous nous engagerons pour la qualité de vie de la majorité de la population, sans privilèges : pour plus de sécurité sociale ; pour une économie au service de la personne et non l'inverse ; pour une Suisse qui s'implique en Europe ; pour un tournant énergétique digne de ce nom; en faveur d'une Suisse pour toutes et tous sans privilèges.